

PREFECTURE ISERE

## **Arrêté n °2013074-0046**

**signé par PERISSAT Frédéric  
le 15 Mars 2013**

**38\_Unité territoriale DREAL**

Levée de suspension d'activité de la société  
Modus Valoris

UT - DREAL 38

**ARRÊTÉ N°**

**PORTANT LEVEE DE SUSPENSION D'ACTIVITÉ  
DE LA SOCIÉTÉ MODUS VALORIS**

**LE PRÉFET DE L'ISÈRE**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.), et notamment son article L.511-1 et l'article L 512-20 ;

**VU** la loi sur l'eau n° 92-3 du 03 janvier 1992, dite "loi sur l'eau", modifiée ;

**VU** le décret n° 53-578 du 20 mai 1953, modifié ;

**VU** l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités exercées par la société MODUS VALORIS pour son activité concourant à l'exploitation d'une plate-forme de maturation de mâchefers située Petite Rue de la Plaine à BOURGOIN JALLIEU ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2010-09987 du 3 décembre 2010, portant autorisation d'extension et d'exploitation de la plate-forme de maturation de mâchefers précitée, qui a complété et abrogé les dispositions prévues antérieurement par l'arrêté d'autorisation n° 97-4935 en date du 23 juillet 1997 ;

**VU** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2012-041-0010 du 10 février 2012 de respecter certaines prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2010 susvisé ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'urgence n° 2012-041-0009 du 10 février 2012 de suspension temporaire mais immédiate de tout nouvel apport de mâchefers sur la plate-forme ;

**VU** le rapport, en date du 14 mars 2013, de l'inspecteur des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, faisant suite aux trois visites d'inspection des 18 janvier, 6 mars et 13 mars 2013 réalisées sur le site de la plate-forme de maturation de mâchefers de la société MODUS VALORIS située Petite Rue de la Plaine à BOURGOIN JALLIEU, et portant constat de la prise en compte de toutes les prescriptions visées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 février 2012 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que tous les points qui avaient justifié la suspension des apports ont été traités, en particulier que toutes les aires de stockage de mâchefers sont imperméabilisées et que les quantités de mâchefers stockées respectent les capacités autorisées ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral n° 2010-09987 du 3 décembre 2010 sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Isère ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2012-041-0009 du 10 février 2012 imposant à la société MODUS VALORIS la suspension temporaire, mais immédiate, de tout nouvel apport de mâchefers sur sa plate-forme de maturation située à l'adresse précitée de son siège social, sont abrogées.

### **ARTICLE 2**

En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du Code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

### **ARTICLE 3**

Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

### **ARTICLE 4**

Le secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de LA TOUR DU PIN, le Maire de BOURGOIN-JALLIEU et l'Inspection des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MODUS VALORIS.

GRENOBLE, le 15 MARS 2013

LE PREFET

*Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire Général*

Frédéric PERISSAT